

Unité bidépartementale Eure Orne
1 av. Maréchal Foch
CS50021
27020 Evreux

Évreux, le 23/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REBORN NORMANDIE

246, rue du Général Maurice Bourgeois
BP 462
27300 Bernay

Références : UBDEO/ERC/26/22
Code AIOT : 0005800814

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement REBORN NORMANDIE implanté 246, rue du Général Maurice Bourgeois BP 462 27300 Bernay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Administrativement, la société REBORN est autorisée au titre des installations classées pour la protection de l'environnement par les arrêtés préfectoraux suivants :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 janvier 2014,
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 mai 2023.

Par courrier donnant acte de la DREAL du 3 décembre 2024, il est établi, sur la base d'une part, des dossiers déposés par l'exploitant suite à la révision du BREF STS (dossier APAVE de réexamen IED

V2 du 31/01/24 et dossier de démarche d'élaboration du rapport de base APAVE V2 du 20/02/24), et d'autre part du courrier de positionnement de l'exploitant du 27/11/24, qu'aucune demande de dérogation au titre de l'article R. 515-68 du code de l'environnement ni aucune demande d'appliquer des techniques alternatives ne sont sollicitées.

Le BREF STS ainsi révisé, fait l'objet d'un arrêté ministériel de transposition des MTD à savoir l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ainsi :

- le secteur d'activité de l'exploitant est celui du point 3.11 de l'AMPG à savoir « Flexographie et impression en héliogravure non destinée à l'édition »,
- l'exploitant a choisi de respecter simultanément les valeurs limites des émissions diffuses et des émissions canalisées de COV dans les gaz résiduels précisées au point 3.11.1.2 de l'AMPG (transposant les tableaux 10 et 11 de la MTD24) en lieu et place des émissions totales annuelles de COV (tableau 9 de la MTD24).

La DREAL indiquait également dans ce courrier que des non-conformités subsistaient à savoir :

- MTD 19 reprise au point 2.9.6 de l'AMPG « Efficacité énergétique »,
- MTD 24 niveaux d'émission à atteindre pour le secteur « Flexographie et impression en héliogravure non destinée à l'édition » prescrits aux points 3.11.1.2, 3.11.1.3 et 3.11.2 de l'AMPG (perte du droit d'atteindre 50 mg/Nm³ en COV en cas de rendement d'oxydation thermique supérieure à 98% tel que prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation).

Dans son courrier de positionnement, l'exploitant précisait être en cours de mise en conformité via une étude visant à remplacer l'oxydateur thermique par un traitement des COV par régénération/recyclage puis réutilisation des solvants.

L'objet de cette inspection est de vérifier le respect de certains points de l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 3 février 2022 qui s'applique de droit depuis le 9 décembre 2024.

Ainsi, une analyse des rejets a été réalisée sur la base de cette réglementation applicable à compter du 09/12/24.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REBORN NORMANDIE
- 246, rue du Général Maurice Bourgeois BP 462 27300 Bernay

- Code AIOT : 0005800814
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Etablissement spécialisé dans l'extrusion et l'impression à la marque de film plastique destiné à l'industrie alimentaire.

Administrativement, la société REBORN dispose :

- de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 janvier 2014,
- de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 mai 2023.

Le société REBORN NORMANDIE étant soumis au régime de l'autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les prescriptions transverses en matière de risques accidentels de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 lui sont également applicables.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport de base	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L. 515-30	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	MTD 2 - Performance environnementale globale	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.2	Demande d'action corrective	6 mois
5	MTD 5 - Stockage et manutention des matières premières	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.4	Demande d'action corrective	6 mois
7	MTD 13 - Emissions lors des OTNOC	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe - 2.9.4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	MTD 14 – Captage d'air dans les zones de production et stockage	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.9.5.1.1	Demande d'action corrective	6 mois
9	MTD 15 - Traitement	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe –	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des COV	2.9.5.1.2		
10	MTD 24 Flexographie et impression en héliogravure non destinée à l'édition	Arrêté Ministériel du 12/02/2022, article Annexe – 3.11	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	MTD 1 –Système de management environnemental (SME)	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.1	Sans objet
4	MTD 3 et 4- Choix des matières premières	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.3	Sans objet
6	MTD 11 - Surveillance - Émissions dans les gaz résiduels	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.9.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

1/ Proposition de mise en demeure

Il est proposé à Monsieur le préfet de l'Eure de mettre en demeure l'exploitant de :

- réduire la fréquence des conditions d'exploitation autres que normales (appelées OTNOC « Other Than Normal Operating Conditions » dans l'arrêté ministériel du 03/02/22) en établissant un programme structuré visant à maximiser la disponibilité et la performance des équipements critiques (notamment l'oxydateur thermique de COV), et qui comprend des modes opératoires normalisés, une maintenance préventive et une maintenance régulière et non programmée.

Cette mise en demeure est réputée respectée dès lors que l'exploitant est en mesure de pouvoir

justifier du respect d'un maximum de 24 heures cumulées d'indisponibilité de l'oxydateur thermique en période de OTNOC sur 1 mois et ce, sous un délai de 6 mois au plus tard.

2/ Concernant le rapport de base :

Par courrier donnant acte IED du 3 décembre 2024, la DREAL NORMANDIE informait l'exploitant que sa démarche d'élaboration du rapport de base n'était pas terminée. L'exploitant a procédé à des nouvelles analyses qui d'après la société APAVE appellent à de nouvelles investigations.

Il est demandé à l'exploitant de poursuivre ses investigations en faisant procéder, sous 6 mois, aux mesures de gaz de sol et d'air ambiant telles que recommandées par la société APAVE dans son rapport « Elaboration du rapport de base - Phase 2 - prélèvements, mesures, observations et/ou analyses sur les sols et interprétation des résultats - réf. C24047797M0001 - version 1 du 03/06/24 ».

3/ Concernant les émissions de COV :

Il s'avère que d'après le Plan de Gestion de Solvants (PGS 2024), l'autosurveillance de l'exploitant de l'année 2024 et le synoptique de suivi « en continu » de l'oxydateur thermique (du 16/09/25 à 11h27) les émissions de COVT canalisées issues des lignes d'impression émises depuis début 2024 se révèlent trop élevées par rapport aux autres années : l'oxydateur thermique rencontre des soucis importants de vieillissement, notamment une casse du rotor et ce, malgré une maintenance régulière.

Il est demandé à l'exploitant de présenter, sous 6 mois, un plan d'action visant à abaisser ses rejets de COV dans ses rejets canalisés. Pour ce faire, il lui est demandé d'analyser notamment les 2 voies suivantes :

1/ Amélioration du traitement au droit de l'oxydateur thermique (faire procéder à la réparation du rotor d'une part puis d'autre part, faire réaliser un nouveau contrôle des rejets atmosphériques en tenant compte des remarques formulées dans le présent rapport).

2/ Mise en place de tout autre technique recensée dans la MTD15.

L'exploitant a d'ailleurs déclaré être en cours d'étude pour substituer son oxydateur thermique par une technique de condensation par ultra déshydratation qui serait conforme à la MTD15.

Il est également demandé à l'exploitant de réduire les rejets diffus de COVT en augmentant les rejets captés en procédant à la canalisation et au traitement des rejets issus de la station de préparation des encres et/ou du local de la distilleuse qui ne sont actuellement pas raccordés.

Dans un premier temps, les résultats des mesures en COVNM au droit du local « distilleuse » étant très élevés, il est demandé à l'exploitant d'étudier le raccordement de cette installation à l'oxydateur thermique. En cas de difficulté avérée, une autre solution devra être présentée à l'inspection au plus tard sous 6 mois.

Il est également demandé à l'exploitant de présenter, sous 6 mois, un plan d'action visant à

abaisser ses rejets de COVT lors de la manipulation des matières premières contenant des solvants notamment au droit de l'action de dépotage de solvants dans les cuves de stockage de solvants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport de base

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L. 515-30
Thème(s) : Risques chroniques, Suites à envisager : mesures de gaz des sols
Prescription contrôlée : <i>Article L515-30 Version en vigueur depuis le 01 mars 2017</i> <i>Modifié par Ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 - art. 5</i> <i>L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31.</i> <i>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 512-6-1, les arrêtés prévus à l'article L. 181-12 et au dernier alinéa de l'article L. 181-14 précisent lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation les conditions de remise du site dans l'état constaté dans ce rapport.</i>
Constats : Par courrier donnant acte IED du 3 décembre 2024, la DREAL a informé l'exploitant que sa démarche d'élaboration du rapport de base n'était pas terminée en effet, le dossier de « Démarche d'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED RUBRIQUE 3670 - phase 1 - réf. C23067100M0001 (APAVE) - version 2 du 20/02/24 » concluait à la nécessité de procéder à des investigations de terrain sur les milieux « sol » et « eaux souterraines » . Ces investigations étaient attendues pour le 30 juin 2025 au plus tard. Il est précisé dans le dossier que compte-tenu de la profondeur estimée de la nappe (35 m/au sol), il est proposé dans un premier temps de réaliser les investigations sur les sols pour observer les éventuels profils de migration des polluants et d'évaluer la pertinence d'implanter des ouvrages profonds au droit du site. À l'issue de ces investigations sur les sols, un programme d'investigations sur les eaux souterraines pourra, le cas échéant, être proposé. L'exploitant a fait procéder par l'APAVE à ces investigations SOL, elles font l'objet du rapport « Elaboration du rapport de base - Phase 2 - prélèvements, mesures, observations et/ou analyses sur les sols et interprétation des résultats - réf. C24047797M0001 - version 1 du 03/06/24 ». 14 sondages sols par méthodes carottier et tarière sur 1 à 4 m par rapport au sol ont été réalisés et mettent en évidence : <ul style="list-style-type: none">- des anomalies non-concentrées en métaux lourds sur plusieurs sondages. Du mercure est identifié au droit des sondages S1, S3, S5 (atelier d'impression), et S9 (stockage semi-enterré de solvants),- des anomalies non-concentrées en HCT C10-C40 pour tous les sondages réalisés dans l'atelier impression (S1 à S6), S7 (lavage des pièces), S8 (unité de distillation) et S14 (déshuileur) avec un maximum de 158 mg/kg MS avec présence de fractions volatiles C10-C16,- des anomalies ponctuelles en composés organiques volatils dans l'atelier impression, notamment en trichloréthylène (S1) et tétrachloroéthylène (S1 à S4),- des anomalies en BTEX, notamment en toluène au droit de S5 (atelier d'impression) et S14 (déshuileur), le toluène est détecté entre 1 et 2 m par rapport au sol. Les résultats ne montrent aucun impact en HAP, solvants polaires ou glycols.

<p>Les voies d'exposition retenues pour les usagers du site, sur la base des données disponibles, et en l'absence d'investigations sur les milieux eaux souterraines et gaz des sols, sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - inhalation à l'intérieur des bâtiments de composés volatils provenant des sols et/ou des eaux souterraines (air intérieur via l'air du sol), - inhalation à l'extérieur de composés volatils provenant des sols et/ou des eaux souterraines (air ambiant via l'air du sol), - transfert par les conduites enterrées et inhalation lors de la douche, ingestion et absorption cutanée (via l'air du sol - sol - eaux). <p>Sur la base des résultats d'analyses sur le milieu SOL, et dans le cadre de l'élaboration du rapport de base : il n'est pas recommandé d'investigations complémentaires sur les sols. Les investigations réalisées et les résultats d'analyses constituent « l'état 0 » du site.</p> <p>Au regard des profils de migration des polluants mesurés (extension verticale) identifiés, du caractère non-concentré des anomalies, ainsi que de la profondeur présumée de la nappe (35 m/ au sol), il n'est pas recommandé d'investigations sur les eaux souterraines du site à ce stade.</p> <p>Concernant les composés volatils mis en évidence dans les sols, conformément à la méthodologie de gestion des sites potentiellement pollués et compte-tenu des incertitudes d'échantillonnage liées à la méthode de sondage réalisée, l'APAVE recommande :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des investigations sur les gaz de sol et l'air ambiant (prestations élémentaires A230/A270 et A240/A270 selon la norme NFX 31-620-2 de décembre 2021) au droit des points avec anomalies dans les sols (sondages S1, S3, S5, S6 - atelier impression, S8 - zone de régénération de solvants par distillation, S9 - stockage de solvants semi-enterré), afin de connaître plus précisément les anomalies volatiles présentes dans ces milieux.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de poursuivre ses investigations en faisant procéder, <u>sous 6 mois</u>, aux mesures de gaz de sol et d'air ambiant telles que recommandées par la société APAVE dans son rapport « Elaboration du rapport de base - Phase 2 - prélèvements, mesures, observations et/ou analyses sur les sols et interprétation des résultats - réf. C24047797M0001 - version 1 du 03/06/24 ».</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 2 : MTD 1 –Système de management environnemental (SME)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :</i></p> <p><i>I. - Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement y compris la direction, en ce qui concerne la mise en oeuvre d'un SME efficace ;</i></p> <p><i>II. - Analyse incluant notamment la détermination du contexte de l'organisation, le recensement des besoins et des attentes des parties intéressées, l'identification des caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement ou la santé humaine, ainsi que des</i></p>

exigences légales applicables en matière d'environnement ;

III. - Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;

IV. - Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables ;

V. - Planification et mise en oeuvre des procédures et actions nécessaires (y compris les actions correctives et, si nécessaire, préventives) pour atteindre les objectifs environnementaux et éviter les risques environnementaux ;

VI. - Détermination des structures, des rôles et des responsabilités en ce qui concerne les aspects et objectifs environnementaux et la mise à disposition des ressources financières et humaines nécessaires ;

VII. - Garantie de la compétence et de la sensibilisation requises du personnel dont le travail est susceptible d'avoir une incidence sur les performances environnementales de l'installation ;

VIII. - Communication interne et externe ;

IX. - Incitation des travailleurs à s'impliquer dans les bonnes pratiques de management environnemental ;

X. - Etablissement et tenue à jour d'un manuel de gestion et de procédures écrites pour superviser les activités ayant un impact significatif sur l'environnement, ainsi que des enregistrements pertinents ;

XI. - Planification opérationnelle et contrôle des procédés efficaces; XII. - Mise en oeuvre de programmes de maintenance appropriée ;

XIII. - Protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence, y compris la prévention ou l'atténuation des incidences environnementales défavorables des situations d'urgence ;

XIV. Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, qui inclut la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise hors service ;

XV. - Mise en oeuvre d'un programme de surveillance et de mesurage ;

XVI. - Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;

XVII. - Audit interne indépendant (dans la mesure du possible) et audit externe indépendant pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en oeuvre et tenu à jour;

XVIII. - Evaluation des causes de non-conformité, mise en oeuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels;

XIX. - Revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité;

XX. - Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres

Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement sont proportionnés à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles. Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.

Constats :

L'exploitant a présenté son certificat d'enregistrement pour le système de management environnemental ISO 14001 : 2015 dont la date effective est le 3 février 2023 et la date d'expiration le 2 février 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : MTD 2 - Performance environnementale globale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2.2. Performance environnementale globale Afin d'améliorer la performance environnementale globale de l'unité, notamment en ce qui concerne les émissions de COV et la consommation d'énergie, l'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - repérer les zones/segments/étapes des procédés qui contribuent le plus aux émissions de COV et à la consommation d'énergie, et qui présentent le plus grand potentiel d'amélioration (voir également le point 2.1) ; - déterminer et mettre en œuvre les mesures nécessaires pour réduire au minimum les émissions de COV et la consommation d'énergie ; - faire régulièrement (au moins une fois par an) le point de la situation et assurer le suivi de la mise en œuvre des mesures définies.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'exercice annuel d'élaboration du Plan de Gestion des Solvants, l'exploitant met en avant sa réflexion quant aux mesures nécessaires pour réduire au minimum les émissions de COV notamment concernant son installation de traitement thermique des COV qui sur les derniers mois a connu des arrêts de plus en plus répétitifs pour atteindre en 2024 le nombre de 77 jours d'arrêts (68 jours de panne et 9 jours de maintenance) qui s'avère bien trop élevé.</p> <p>Ainsi en annexe VII « Plan d'actions pour réduire les émissions totales et diffuses en COV » l'exploitant annonce étudier le remplacement de l'oxydateur thermique par une installation régénérative. Ce point sera développer au point de constats sur la MTD 15.</p> <p>Comme dit ci-dessus, l'analyse du PGS de l'année 2024 démontre une forte augmentation des rejets de COV « non-traités » du fait des pannes successives de l'oxydateur thermique. Ainsi, au total pour 2024, ce sont 296,5 t de COV qui ont été rejetés pour une production de 14 929 t de films (dont 13 718 t en films imprimés). À titre informatif, sur les 5 dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en 2020 : 102,5 t de COV émis pour une production de films de 17 745 tonnes, - en 2021 : 69,7 t de COV émis pour une production de films de 17 590 tonnes, - en 2022 : 80,8 t de COV émis pour une production de films de 18 104 tonnes, - en 2023 : 89,9 t de COV émis pour une production de films de 15 498 tonnes, - en 2024 : 296,5 t de COV émis pour une production de films de 14 929 tonnes, <p>Enfin, il s'avère que les rejets issus de la station de préparation des encres et du local de la distilleuse ne sont actuellement pas raccordés à l'oxydateur thermique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il s'avère que les émissions de COV émise en 2024 se révèlent trop élevées par rapport aux autres années : l'oxydateur thermique rencontre des soucis important de vieillissement malgré une maintenance régulière.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de présenter, <u>sous 6 mois</u>, un plan d'action visant à abaisser ses</p>

<p>rejets de COV. Pour ce faire, il lui est demandé d'analyser notamment les 2 voies suivantes :</p> <p>1/ amélioration du traitement au droit de l'oxydateur thermique ou mise en place de tout autre technique recensée dans la MTD15,</p> <p>2/ augmentation des rejets captés en procédant à la canalisation et au traitement des rejets issus de la station de préparation des encres et du local de la distilleuse qui ne sont actuellement pas raccordés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : MTD 3 et 4- Choix des matières premières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Réduction de l'incidence sur l'environnement de la consommation de matières premières :</i></p> <p><i>2 techniques à mettre en œuvre de façon générale :</i></p> <p>a) Utilisation de matières premières ayant une faible incidence sur l'environnement (CMR, SVHC à substituer)</p> <p>b) Optimisation de l'utilisation des solvants organiques dans le procédé</p> <p><i>Réduction de la consommation de solvants, des émissions de COV et l'incidence globale sur l'environnement de la consommation de matières premières :</i></p> <p><i>1 ou plusieurs techniques a) à h) à mettre en œuvre :</i></p> <p>a) Utilisation de peintures/revêtements/vernis/encres/colles solvantés à haute teneur en extrait sec,</p> <p>b) ... à base aqueuse,</p> <p>c) ... réticulés par rayonnement,</p> <p>d) colles bi-composants sans solvants organique,</p> <p>e) colles thermofusibles,</p> <p>f) revêtements en poudre,</p> <p>g) film laminé pour l'application de revêtements en continu,</p> <p>h) substances autres que des COV ou de COV à faible volatilité</p>
<p>Constats :</p> <p>Utilisation des matières premières ayant une faible incidence sur l'environnement (produits CMR, SVHC à substituer) :</p> <p>Pour répondre à la technique a/ de la MTD 3 (dans le cadre du système de management environnemental, évaluation systématique des effets néfastes sur l'environnement des matières utilisées (en particulier en ce qui concerne les substances cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction ainsi que les substances extrêmement préoccupantes) et remplacement de ces</p>

matières par d'autres ayant moins d'incidences négatives sur l'environnement, si possible, compte tenu des exigences de qualité ou des spécifications du produit), l'exploitant utilise l'application informatique SEIRICH qui est un outil pour aider à évaluer et à prévenir les risques chimiques mis à disposition et développé par l'INRS en partenariat avec la Direction générale du travail, la Direction des risques professionnels (CNAM, CARSAT et CRAMIF) et des organisations professionnelles.

Sur 109 produits, l'exploitant a recensé 1 seul produit à risque en lien avec son activité : le THF (Tétrahydrofurane) dont les mentions de danger sont les suivantes :

- H225 - Liquide et vapeurs très inflammables
- H319 - Provoque une sévère irritation des yeux- H335 - Peut irriter les voies respiratoires
- H351 - Susceptible de provoquer le cancer
- EUH019 - Peut former des peroxydes explosifs

Ce produit est un solvant qui sert à la préparation des colles utilisées en transformation, la quantité annuelle consommée s'élève à 50 kg/an. Conformément à la MTD3, l'exploitant est actuellement en plan d'action avec la CARSAT pour substituer ce produit par un produit non-supposé CMR.

L'exploitant utilise également un produit CMR 1 A mais qui n'est pas en lien avec son activité : c'est un rodenticide (lutte contre les rongeurs) pour lequel la consommation annuelle est de 100 g/an.

Réduction de la consommation de solvants, des émissions de COV et l'incidence globale sur l'environnement :

Pour répondre à la technique a/ de la MTD4 (*Utilisation de peintures, revêtements, encres liquides, vernis et colles à faible teneur en solvants organiques et à haute teneur en extraits secs*) l'exploitant a mis en place le procédé COOL SEVEN qui consiste à demander au client de réduire ses impressions à 7 couleurs avec des encres à haute teneur en extrait sec afin de limiter les opérations de rinçage aux solvants au droit des machines d'impression. De plus, l'exploitant a mis en place 2 indicateurs : un indicateur de dépôt de « blanc » et un indicateur de dépôt de « couleur » afin d'estimer la part d'encres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : MTD 5 - Stockage et manutention des matières premières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.4

Thème(s) : Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques

Prescription contrôlée :

Éviter ou réduire les émissions diffuses de COV lors du stockage et de la manipulation des matières contenant des solvants ou des matières dangereuses à l'aide de toutes les:

- techniques de gestion :

a) Etablissement et mise en œuvre d'un plan de prévention et de contrôle des fuites et des déversements

- techniques de stockage

b) Fermeture étanche ou couverture des conteneurs et zone de stockage entourée d'une bordure de protection

<p>c) Réduction au minimum du stockage des matières dangereuses dans les zones de production</p> <ul style="list-style-type: none"> • techniques de pompage et de manutention des liquides <p>d) Techniques de prévention des fuites et des déversements lors du pompage</p> <p>e) Techniques de prévention des débordements lors du pompage</p> <p>f) Captage des vapeurs de COV lors de la livraison des matières contenant des solvants organiques</p> <p>g) Mesures de rétention et/ou absorption rapide lors de la manutention de matières contenant des solvants organiques</p>
<p>Constats :</p> <p>Afin d'éviter ou réduire les émissions diffuses de COV lors du stockage et de la manipulation des matières premières contenant des solvants, l'exploitant a démarré une réflexion répondant à la technique f/ de la MTD5 à savoir le captage des COV lors de la livraison des matières contenant des solvants organiques.</p> <p>En effet, le site dispose de 4 cuves de stockage de solvants (2x20 m³ et 2x10 m³) pour lesquelles aucune captation des vapeurs n'est réalisée lors du dépotage qui est effectué selon une fréquence mensuelle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de présenter, <u>sous 6 mois</u>, un plan d'action visant à abaisser ses rejets de COV lors de la manipulation des matières premières contenant des solvants notamment au droit de l'action de dépotage de solvants.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : MTD 11 - Surveillance - Émissions dans les gaz résiduels

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.9.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Surveillance dans les gaz résiduels des polluants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> * poussières : secteurs du revêtement * COVT : tous secteurs * DMF : revêtement textiles, films métalliques et papier * NOx et CO en cas de traitement thermique <p>- Fréquence e surveillance :</p> <p>au moins 1 fois /an sauf flux maximal de COVT inférieur à 0,1 kg C/h (ou 0,3 sans dispositif de réduction) : 1 fois tous les 3 ans et/ou calcul</p> <p>Mesure en continu des COVT pour toute cheminée avec un flux de COVT > 10 kg/h</p> <p>...</p>

Nota (3) Pour le traitement thermique des effluents gazeux, la température dans la chambre de combustion est mesurée en continu. Un système d'alarme est associé à cette surveillance, pour les cas où les températures sortent de la fenêtre de température optimale.

Fréquence de surveillance des COV à mentions de danger conformément au 10.1.b de l'AM 13/12/2019 :

- continu si > 2kg/h COV spécifiques ou paramètre représentatif + corrélation avec COVT à établir par des mesures périodiques*
- 1 fois/an si flux < 2 kg/h et consommation > 1 t/an*
- 1 fois/ 3 ans si flux < 2 kg/h et consommation < 1 t/an*
- 1 fois/3 si flux < 1*

Constats :

L'exploitant a transmis par mail le rapport de la société APAVE de mesures des rejets atmosphériques du 01/10/24 et référencé 134385539-001-1.

Dans ce rapport, le flux de COVT en aval de l'oxydateur thermique est mesuré à 0,32 kg/h par conséquent cela confirme la fréquence minimale de surveillance qui s'avère être annuelle.

Concernant la mesure de la température dans la chambre de combustion qui doit être réalisée en continu, l'exploitant a présenté le synoptique du suivi en temps réel de l'oxydateur thermique sur lequel la température de la chambre de combustion était de 829 °C à 11h27.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : MTD 13 - Emissions lors des OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe - 2.9.4

Thème(s) : Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 03/02/22 - point 2.9.4 de l'annexe :

Emissions lors d'OTNOC

L'exploitant réduit la fréquence des OTNOC et réduit les émissions lors des OTNOC en appliquant les deux techniques énumérées ci-dessous.

2 techniques à appliquer :

a) Détermination des équipements critiques.

Les équipements critiques pour la protection de l'environnement (« équipements critiques ») sont déterminés sur la base d'une évaluation des risques. En principe, il s'agit de tous les équipements et systèmes qui prennent en charge des COV (par exemple, le système de traitement des effluents gazeux, le système de détection des fuites).

b) Inspection, maintenance et surveillance de ces équipements

Il s'agit d'un programme structuré visant à maximiser la disponibilité et la performance des équipements critiques, et qui comprend des modes opératoires normalisés, une maintenance

préventive et une maintenance régulière et non programmée.

Les périodes d'OTNOC, leur durée, leurs causes et, dans la mesure du possible, les émissions générées dans ces circonstances font l'objet d'une surveillance.

Demande formulée dans la lettre du 03/12/24 de la DREAL donnant acte après révision du BREF STS :

"Il vous appartiendra de réduire la fréquence des OTNOC et de réduire les émissions lors des OTNOC en déterminant les équipements critiques pour la protection de l'environnement et en définissant un programme structuré visant à maximiser la disponibilité et la performance de ces équipements. Pour rappel, les OTNOC sont « les conditions d'exploitation autres que normales », votre rapport de réexamen ne liste pas ces OTNOC. A noter que les périodes d'OTNOC, leur durée, leur causes et, dans la mesure du possible, les émissions générées dans ces circonstances font l'objet d'une surveillance et d'un enregistrement."

Constats :

Rappel de la définition précisée dans l'arrêté ministériel du 02/02/22 sur les OTNOC : « Conditions d'exploitation autres que normales (Other Than Normal Operating Conditions). ».

Dans son Plan de Gestion de Solvants (PGS) pour l'année 2024, l'exploitant apporte les données suivantes :

- en tableau 5 : pour 2024, sur 347 jours de production l'oxydateur thermique de COV a été arrêté 77 jours,

- en tableau 7 : pour 2024, ces 77 jours d'arrêt de fonctionnement de l'oxydateur thermique ont eu pour conséquence de rejeter à l'atmosphère 240,4 tonnes de COV sur les 1 082,9 t de COV consommés au droit des installations raccordées à l'oxydateur thermique,

- en tableau 13 : depuis 2020, le nombre de jours d'indisponibilité de l'oxydateur thermique « hors maintenance préventive » sont les suivants :

- en 2020 : 19,3 jours
- en 2021 : 9,4 jours
- en 2022 : 12 jours
- en 2023 : 7,3 jours
- en 2024 : 77 jours

Il est à noter que l'exploitant a fait savoir à l'inspection par mails que lors des arrêts de l'oxydateur thermique, afin de réduire l'impact des rejets, l'exploitant a arrêté une ligne d'impression et réduit le nombre de couleurs dans la mesure du possible.

Par mails des 15/01/25 et 21/01/25 l'exploitant a informé la DREAL que son oxydateur thermique avait déjà connu 8 jours d'arrêts.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est proposé à Monsieur le préfet de l'Eure de mettre en demeure l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> réduire la fréquence des conditions d'exploitation autres que normales (appelées OTNOC « Other Than Normal Operating Conditions » dans l'arrêté ministériel du 03/02/22) en établissant un programme structuré visant à maximiser la disponibilité et la performance des équipements critiques (notamment l'oxydateur thermique COV), et qui comprend des modes opératoires normalisés, une maintenance préventive et une maintenance régulière et non programmée. <p>Cette mise en demeure est réputée respectée dès lors que l'exploitant est en mesure de pouvoir justifier du respect d'un maximum de 24 heures cumulées d'indisponibilité de l'oxydateur thermique en période de OTNOC sur 1 mois et ce, sous un délai de 6 mois au plus tard.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : MTD 14 – Captage d'air dans les zones de production et stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.9.5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Réduction des émissions de COV dans les zones de production et de stockage</i></p> <p><i>Technique a) et une combinaison des autres à appliquer :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>a. Choix, conception et optimisation du système</i> <i>b. Extraction d'air aussi près que possible du point d'application de matières contenant des COV</i> <i>c. Extraction d'air aussi près que possible du point de préparation des peintures/revêtements/colles/encres</i> <i>d. Extraction de l'air provenant des procédés de séchage/durcissement</i> <i>e. Réduction au minimum des émissions diffuses et des déperditions de chaleur au niveau des étuves /sécheurs, soit par fermeture hermétique de l'entrée et de la sortie des étuves de durcissement/sécheurs, soit par application d'une pression sub-atmosphérique lors du séchage.</i> <i>f. Extraction de l'air de la zone de refroidissement</i> <i>g. Extraction de l'air des zones de stockage des matières premières, des solvants organiques et des déchets contenant des solvants organiques</i> <i>h. Extraction de l'air des zones de nettoyage</i> <p><i>Prescriptions spécifiques pour les rejets en COV du local encres et de la distilleuse :</i></p>

<p>Article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24/01/14</p> <p>La concentration instantanée en COVNM des conduits n°3 (local encres) et n°6 (local distilleuse) ne peut dépasser 110 mg/Nm³.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par mail le rapport de la société APAVE de mesures des rejets atmosphériques du 01/10/24 et référencé 134385539-001-1.</p> <p>La société APAVE a mesuré les teneurs en COVNM au droit des 2 installations non-raccordées à l'oxydateur thermique à savoir la distilleuse (aspiration du local « distilleuse ») et le local encres.</p> <p>Les résultats au droit de la distilleuse sont bien trop élevés puisque mesurés sur la moyenne des 3 essais à 264 mg/Nm³ confirmant ainsi la nécessité d'envisager le traitement de ces rejets comme demandé dans la fiche de constats n°3.</p> <p>Les résultats en COVNM au droit du local encres sont quant à eux acceptables (4,91 mg/Nm³).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les mesures en COVNM au droit du local « distilleuse » étant très élevés, il est demandé à l'exploitant d'étudier le raccordement de cette installation à l'oxydateur thermique. En cas de difficulté avérée, une autre solution devra être présentée à l'inspection au plus tard sous 6 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 9 : MTD 15 -Traitement des COV

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.9.5.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>NB : Résumé de la prescription, pour la prescription complète, se référer à l'arrêté ministériel précité article 2.9.5.2</i></p> <p><i>Réduction des émissions de COV dans les gaz résiduels et utilisation plus efficace des ressources par l'application d'1 ou plusieurs des techniques suivantes :</i></p> <p><i>I. captage et récupération des solvants dans les effluents gazeux</i></p> <p><i>a. Condensation</i></p> <p><i>b. Adsorption au moyen de charbon actif ou de zéolithes</i></p> <p><i>c. Absorption à l'aide d'un liquide approprié</i></p> <p><i>II. traitement thermique avec valorisation énergétique des solvants contenus dans les effluents</i></p>

gazeux

d. Transfert des effluents gazeux vers une installation de combustion

e. Oxydation thermique avec récupération énergétique

f. Oxydation thermique régénérative à lits multiples ou avec distributeur d'air rotatif sans soupape

g. Oxydation catalytique.

III. traitement des solvants contenus dans les effluents gazeux sans valorisation énergétique ni récupération des solvants

h. Traitement biologique des effluents gazeux

i. Oxydation thermique

Constats :

Comme précisé dans la fiche de constats n°4, sur l'année 2024 et le 1er trimestre 2025, l'installation de traitement thermique des COV a connu des arrêts répétitifs pour atteindre 77 jours d'arrêts (68 jours de panne et 9 jours de maintenance). Il en résulte une forte augmentation des rejets de COV « non-traités ».

Il est résumé ci-après les soucis rencontrés sur l'oxydateur thermique :

- novembre 2024 : casse de l'arbre et roulement du rotor => générant une usure en dessous du rotor.

- Décembre 2024 : envoi du rotor chez la société BARIMAR pour contrôle de déformation éventuelle et prise de côtes => Pas de déformation significative donc décision de re-montage du rotor par la société ANCAGE ENVIRONNEMENT.

- janvier 2025 : Intervention société ANCAGE ENVIRONNEMENT pour ajustement du réglage du rotor afin d'améliorer l'étanchéité.

- juillet 2025 : Nouvelle intervention de la société ANCAGE ENVIRONNEMENT pour le changement des joints d'étanchéité.

Malgré le changement des joints l'exploitant rencontre encore un mauvais rendement qui serait dû à une usure du dessous du rotor.

Par conséquent l'exploitant a demandé à obtenir un chiffrage pour la fabrication d'un nouveau rotor (ce type de rotor n'est pas fabriqué en série).

Par téléphone début janvier 2026, l'exploitant a précisé que la société qui avait accepté de construire le rotor s'est finalement retirée, l'exploitant a donc été dans l'obligation de rechercher une nouvelle société, la société productrice de l'oxydateur thermique EISENMANN va donc lancer la construction de cette pièce qui est attendue pour mai 2026.

<p>En parallèle de ces interventions, l'exploitant a déclaré être en cours d'étude pour substituer son traitement actuel par oxydation thermique régénérative (RTO) par une technique d'ultra déshydratation répondant à la technique I-a/ de la MTD 15 à savoir « Captage et récupération des solvants organiques dans les effluents gazeux par une technique de condensation ».</p> <p>Il est à noter que l'exploitant a fait savoir à l'inspection par mails que lors des arrêts de l'oxydateur thermique, afin de réduire l'impact des rejets, l'exploitant a arrêté une ligne d'impression et réduit le nombre de couleurs dans la mesure du possible.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Rappel de la demande faite dans la fiche de constats n°4 :</p> <p>Il s'avère que les émissions de COV émises en 2024 et 2025 se révèlent trop élevées par rapport aux autres années : l'oxydateur thermique rencontre des soucis important de vieillissement malgré une maintenance régulière.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de présenter, <u>sous 6 mois</u>, un plan d'action visant à abaisser ses rejets de COV. Pour ce faire, il lui est demandé d'analyser notamment les 2 voies suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - amélioration du traitement au droit de l'oxydateur thermique, - mise en place de tout autre technique recensée dans la MTD15.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 10 : MTD 24 Flexographie et impression en héliogravure non destinée à l'édition

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2022, article Annexe – 3.11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Flexographie et impression en héliogravure non destinée à l'édition</i> <i>La présente section s'applique à la flexographie et à l'impression en héliogravure non destinée à l'édition en plus des dispositions de la partie 2 de l'annexe du présent arrêté - Meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à toutes les installations.</i></p> <p>3.11.1. Emissions dans l'air</p> <p>3.11.1.1. Emissions totales de COV <i>L'exploitant respecte, pour les émissions totales annuelles, la valeur limite d'émission suivante :</i></p>

Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants :
VLE (moyenne annuelle) de 0,3 kg de COV par kgd'extraits secs utilisés

En lieu et place des émissions totales annuelles, l'exploitant peut choisir de respecter simultanément les valeurs limites des émissions diffuses et des émissions de COV dans les gaz résiduaire précisés au point 3.11.1.2.

3.11.1.2. Emissions diffuses de COV et émissions de COV dans les gaz résiduaire

Si l'exploitant ne met pas en place les dispositions du 3.11.1.1, il respecte simultanément les valeurs limites suivantes :

- pour les émissions diffuses de COV :

Emissions diffuses de COV calculées d'après le plan de gestion des solvants :
VLE (moyenne annuelle) de 12 % des solvants organiques utilisés à l'entrée

- pour les émissions de COV dans les gaz résiduaire :

COVT

VLE (moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage) de 20 (1) mg C/Nm³

(1) La VLE est 50 mg C/Nm³ en cas d'utilisation de techniques permettant de réutiliser/recycler le solvant organique récupéré

Pour les unités utilisant une technique de concentration externe, par adsorption des solvants organiques contenus dans les effluents gazeux, en combinaison avec une technique de traitement de l'effluent gazeux, la VLE ci-dessous s'applique pour le gaz résiduaire du concentrateur. Les émissions provenant du concentrateur sont mesurées dans un conduit spécifique à cet effluent.

Gaz résiduaire du concentrateur :

COVT

VLE (moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage) de 50 mg C/Nm³

3.11.1.3 Emissions en cas d'utilisation d'un traitement thermique des solvants organiques

Lorsque l'exploitant utilise un système de traitement thermique des solvants organiques contenus dans les effluents gazeux, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émission suivantes :

NOX

VLE (1) (moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage) de 100 (2) mg Equivalent NO₂ /Nm³

CO

VLE (1) (moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage) de 100 mg/Nm³

COVT

VLE (1) (moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage) de 20 mg C/Nm³

(1) La VLE ne s'applique pas lorsque des effluents gazeux sont envoyés dans une installation de combustion.(2) La VLE peut ne pas être appliquée si des composés azotés [par exemple, DMF ou NMP (N-méthylpyrrolidone)] sont présents dans les effluents gazeux

NOTA :

Par courrier donnant acte de la DREAL du 3 décembre 2024, il est acté que l'exploitant a choisi de respecter simultanément les valeurs limites des émissions diffuses et des émissions canalisées de COV dans les gaz résiduels précisées au point 3.11.1.2 de l'AMPG (transposant les tableaux 10 et 11 de la MTD24) en lieu et place des émissions totales annuelles de COV (tableau 9 de la MTD24). Ainsi, le point 3.11.1.1 « Emission totale de COV » ne s'applique pas à l'exploitant.

Constats :

Concernant le point 3.11.1.2 Emissions diffuses de COV - respect de la VLE « Emissions diffuses de COV calculées d'après le plan de gestion de solvants : (moyenne annuelle) de 12 % des solvants organiques utilisés à l'entrée » :

D'après le point 4 « Plan de Gestion de Solvants » de l'annexe de l'AM du 03/02/22 :

- Les émissions diffuses sont calculées à l'aide de l'une des équations suivantes :

$F = I1 - O1 - O5 - O6 - O7 - O8$

ou

$F = O2 + O3 + O4 + O9$

F est déterminé par mesure directe des quantités ou par un calcul équivalent, par exemple sur la base de l'efficacité de captage des émissions de l'installation.

Où :

I1 : La quantité de solvants organiques, à l'état pur ou dans des mélanges achetés, qui est utilisée dans les installations pendant la période au cours de laquelle le plan de gestion des solvants est calculé.

I2 : La quantité de solvants organiques à l'état pur ou dans des mélanges récupérés et réutilisés comme solvants à l'entrée de l'unité. Le solvant organique recyclé est compté chaque fois qu'il est utilisé pour exercer l'activité.

O1 : Emissions dans les gaz résiduels.

O2 : Pertes de solvants organiques dans l'eau, compte tenu du traitement des eaux résiduelles pour le calcul prévu dans O5.

O3 : La quantité de solvants organiques qui subsistent sous forme d'impuretés ou de résidus dans les produits issus de l'opération.

O4 : Emissions non captées de solvants organiques dans l'air. Cela comprend la ventilation générale

de locaux qui s'accompagne d'un rejet d'air dans l'environnement extérieur par les fenêtres, les portes, les événements ou des ouvertures similaires.

O5 : Pertes de solvants organiques et/ou de composés organiques dues à des réactions chimiques ou physiques (y compris de ceux qui sont détruits par oxydation ou par d'autres traitements des gaz ou des eaux résiduaires, ou captés, à condition qu'ils ne soient pas comptés dans O5, O7 ou O8).

O6 : Solvants organiques contenus dans les déchets collectés.

O7 : Solvants organiques, à l'état pur ou dans des mélanges, qui sont vendus ou sont destinés à la vente en tant que produits ayant une valeur commerciale.

O8 : Solvants organiques contenus dans des mélanges, récupérés en vue d'une réutilisation, mais non utilisés à l'entrée de l'unité, à condition qu'ils ne soient pas comptés dans O7.

O9 : Solvants organiques libérés d'une autre manière.

- La valeur limite d'émission diffuse est exprimée en pourcentage de la quantité utilisée à l'entrée, qui est calculée à l'aide de l'équation suivante :

$$I = I1 + I2$$

Dans son Plan de Gestion de Solvants de 2024, l'exploitant donne les chiffrages suivants :

$$F = I1 - O1 - O5 - O6 - O7 - O8$$

$$F = 1\,224\,551 - 283\,088 - 808\,945 - 119\,100 - 0 - 0 = 13\,418 \text{ kg d'émission de COV diffus}$$

$$I = I1 + I2$$

$$I = 1\,224\,551 + 487\,900 = 1\,712\,451 \text{ kg de solvants utilisés}$$

Soit : $(F/I) \times 100$ la part en pourcentage d'émissions diffuses de la quantité de solvants utilisés :

$$(F/I) \times 100 = (13\,418 / 1\,712\,451) \times 100 = 0,8 \%$$

Sur la base des données d'entrée du PGS 2024, l'exploitant respecte la VLE qui est fixée à 12 %.

Concernant le point 3.11.1.3 Emissions en cas d'utilisation d'un traitement thermique des solvants organiques - respect des VLE

L'exploitant a transmis par mail le rapport de la société APAVE de mesures des rejets atmosphériques du 01/10/24 et référencé 134385539-001-1. L'analyse de ce document amène aux constats suivants :

- le référentiel utilisé pour la conformité des rejets en COV issus de l'activité « flexographie » n'est pas à jour, il serait nécessaire de préciser à la société APAVE que le référentiel est le 3.11 de l'arrêté ministériel du 03/02/22 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à

certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

- le rapport ne comporte pas de description de l'activité avec un plan des rejets atmosphériques sur lequel il devrait être référencé la localisation des points de mesurage.

- le rapport ne mentionne pas la liste des installations en fonctionnement, notamment le nombre de lignes d'impression, au moment de la mesure. Ainsi, le lecteur ne sait pas si les mesures ont été réalisées dans des conditions « habituelles » de fonctionnement représentatives de l'activité. Ces points sont prévus en page 4 du rapport où il est mentionné « aucune information fournie par l'exploitant ».

À noter que l'article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24/01/14 prescrit que le contrôle de l'oxydateur thermique doit être effectué lors du fonctionnement des 6 lignes d'impression.

- l'arrêté ministériel du 03/02/22 prescrit au point 3.11.1.3 une VLE en mgC/Nm^3 c'est-à-dire une concentration exprimée en masse de carbone (C) émis pour les COVT par volume de gaz résiduaire dans les conditions standards suivantes : gaz secs à une température de 273,15 K et à une pression de 101,3 kPa, sans correction de la teneur en oxygène.

Il s'avère que le rapport APAVE mentionne les résultats en COVT en mg/Nm^3 . Etant donné que la Norme utilisée par l'APAVE est bien la NORME 12619 mentionnée dans ledit arrêté ministériel qui implique une mesure par FID (détecteur à ionisation de flamme), l'unité devrait donc être en mgC/Nm^3 .

- le résultat en COVT après traitement dans l'oxydateur thermique (c'est-à-dire en aval RTO) était de $10,9 \text{ mg}/\text{Nm}^3$, par conséquent, le jour de la mesure par la société APAVE, la VLE est respectée. Néanmoins, les tableaux d'autosurveillance journalière transmis par l'exploitant par mail du 30/09/25 montrent que les résultats peuvent fluctuer entre 5 et $40 \text{ mg}/\text{Nm}^3$ alors que la VLE est fixée à $20 \text{ mgC}/\text{Nm}^3$ dans l'arrêté ministériel du 03/02/22.

D'ailleurs, le synoptique de suivi continu de l'oxydateur thermique indique le jour de l'inspection à 11h27 un rejet en COVT de $31,2 \text{ mg}/\text{Nm}^3$.

L'exploitant a déclaré, comme indiqué dans les autres fiches de constats du présent rapport, chercher une solution à court terme en réparant le rotor défectueux de l'oxydateur thermique et à long terme en étudiant une autre technique d'abattement des COV.

- la vitesse d'éjection des fumées après traitement dans l'oxydateur thermique (c'est-à-dire en aval RTO) a été mesurée par l'APAVE à 3,5 m/s ce qui s'avère très inférieur à la valeur prescrite de 8 m/s à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24/01/14.

En cours de séance, un contrôle a été réalisé sur les rapports de suivis atmosphériques des années antérieures dans lesquels les vitesses d'éjection mesurées étaient conformes (8,6 m/s en 2022 et 8,7 m/s en 2023).

L'inspection a donc demandé à l'exploitant de faire procéder à une vérification de la mesure de la vitesse d'éjection.

L'exploitant s'est exécuté et a transmis les données par mail du 15/10/25 : rapport APAVE du 09/10/25 référencé 135282660-001-1 indiquant une vitesse d'éjection des fumées en aval de l'oxydateur thermique de 3,6 m/s confirmant ainsi la mesure de juillet 2024. Ainsi, l'exploitant a sollicité l'expertise d'APAVE et de la société ANCORAGE.

Les deux sociétés confirment que l'intervention de réparation du rotor prévue au 1^{er} semestre 2026 devrait rétablir une vitesse de sortie conforme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant l'oxydateur thermique, l'autosurveillance, le suivi en continu et la mesure de la vitesse d'éjection confirment que l'installation ne permet pas à l'heure actuelle de respecter la réglementation des rejets en COVT sur les lignes d'impression.

Semble-t-il, d'après les sociétés consultées par l'exploitant, le changement du rotor apporterait une réponse à court terme (avant la fin du 1^{er} semestre 2026).

Il est demandé à l'exploitant, sous 6 mois, de faire procéder à la réparation du rotor d'une part et d'autre part, de faire réaliser un nouveau contrôle des rejets atmosphériques en tenant compte des remarques formulées dans le présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois